



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 031 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 17 novembre 2016

Président

M. Pat Finnigan

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le jeudi 17 novembre 2016

• (0850)

[Traduction]

Le président (M. Pat Finnigan (Miramichi—Grand Lake, Lib.)): La séance est ouverte.

Bonjour, tout le monde. Nous poursuivons notre étude portant sur le prochain cadre stratégique pour l'agriculture.

Nous recevons aujourd'hui une représentante de l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire.

[Français]

Madame Claire Citeau, je vous souhaite la bienvenue.

[Traduction]

Nous recevons également Jim Everson, de Soy Canada. Bienvenue à nos témoins de ce matin.

Nous avons une heure devant nous. Madame Citeau, je vous accorde 10 minutes pour votre déclaration préliminaire. Nous passerons ensuite aux questions.

Mme Claire Citeau (directrice générale, Alliance canadienne du commerce agroalimentaire): Merci.

Merci de m'avoir invitée aujourd'hui au nom de l'ACCA, l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire, à discuter du prochain cadre stratégique pour l'agriculture.

L'ACCA est le porte-parole des exportateurs agricoles et agroalimentaires du Canada. Nous sommes une coalition d'organisations nationales et régionales qui cherchent à mettre en place un environnement commercial international plus ouvert et équitable pour le secteur agricole et agroalimentaire. Nos membres sont des agriculteurs, des producteurs, des transformateurs et des exportateurs; ils oeuvrent dans les grands secteurs agricoles qui dépendent du commerce, notamment le boeuf, le porc, les grains, les oléagineux, les légumineuses, le soja, le malt et le sucre. Ensemble, les membres de l'ACCA génèrent plus de 90 % des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes, soit environ 50 milliards de dollars en exportations par année, et une activité économique qui soutient 940 000 emplois à l'échelle nationale.

Ce que j'aimerais principalement faire comprendre au Comité aujourd'hui, c'est l'importance d'un accès compétitif sur les marchés internationaux pour tous les membres du secteur qui cherchent à exporter. Je vais d'abord vous expliquer pourquoi le secteur agricole et agroalimentaire est important pour l'économie du Canada.

Les exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes contribuent de façon significative à l'économie canadienne. Les exportateurs agricoles et agroalimentaires canadiens génèrent un PIB direct et indirect de 30 milliards de dollars pour l'agriculture et de plus de 65 milliards de dollars pour la fabrication de produits alimentaires. Nos secteurs représentent 352 000 emplois directs et indirects dans l'agriculture, ainsi que 588 000 emplois directs et indirects dans la fabrication de produits alimentaires.

La contribution spécifique des exportations agricoles et agroalimentaires au Canada est semblable à la contribution directe de secteurs entiers tels que les universités, les services d'investissement financier, les arts et le divertissement et les loisirs. Sa contribution est même plus importante que celle du secteur de la fabrication aérospatiale.

Notre secteur est par nature dépendant du commerce. Il est en grande partie axé sur les exportations, puisque nous exportons plus de la moitié de notre production, soit plus de la moitié de notre boeuf, 65 % de notre soja, 70 % de notre porc, 75 % de notre blé, 90 % de notre canola, 95 % de nos légumineuses et 40 % de nos produits alimentaires transformés.

Le commerce international est crucial pour l'agriculture et l'agroalimentaire du Canada puisque 58 % de sa valeur totale provient des exportations. Au cours des 10 dernières années, nos exportations ont augmenté de 103 %, passant de 30 milliards de dollars à plus de 60 milliards de dollars, ce qui a stimulé les recettes monétaires agricoles de 61 % au cours de la même période. Pour mettre cela en perspective, 90 % des fermes canadiennes dépendent directement des exportations. Un emploi sur deux, dans le secteur de la production agricole, dépend des exportations; c'est un emploi sur quatre dans le secteur de la transformation. Pour nos secteurs tributaires du commerce, l'accès concurrentiel aux marchés mondiaux n'est pas un choix. C'est une exigence.

L'ACCA accueille avec satisfaction les six objectifs généraux et les six domaines prioritaires du prochain cadre stratégique pour l'agriculture, mais estime que le succès exigera des engagements allant bien au-delà des mandats du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada. Étant donné que le notre alliance ne traite que des questions commerciales, je concentrerai mes observations sur la question des marchés et du commerce du cadre stratégique.

Le secteur de l'agriculture canadienne produit ce dont le monde a besoin et est bien placé pour continuer. Mais l'agriculture canadienne ne peut être concurrentielle à l'échelle mondiale sans un accès commercialement viable aux marchés d'exportation. La négociation de l'accès aux marchés étrangers est un mandat exclusif du gouvernement fédéral et ne peut être entreprise par l'industrie. Nous ne pouvons pas prospérer si les droits de douane et les obstacles non tarifaires nous empêchent d'être compétitifs avec des concurrents qui ont un accès préférentiel parce que leurs gouvernements sont parvenus, contrairement au nôtre, à conclure des accords commerciaux, comme l'Australie qui a déjà conclu des accords avec le Japon et la Chine.

Le Canada doit faire plus pour éliminer les obstacles tarifaires et non tarifaires pour l'agriculture et l'agroalimentaire au moyen d'accords de libre-échange. Les tarifs agricoles en moyenne dans le monde sont bien plus élevés que les droits de douane sur les produits manufacturés. L'agriculture compte pour une part disproportionnée des différends commerciaux, de plus en plus en ce qui concerne les plaintes touchant les normes sanitaires et phytosanitaires et les obstacles techniques au commerce. Alors que le prochain cadre stratégique pour l'agriculture met l'accent sur l'accroissement de la compétitivité et du commerce mondial, il est essentiel que les ressources mises à la disposition des ministères et des organismes chargés de la négociation commerciale et du règlement des questions d'accès aux marchés soient augmentées à des niveaux permettant à ces organisations de remplir adéquatement leur mandat.

J'aimerais vous faire part de deux des faits nouveaux les plus importants du commerce agricole mondial ces dernières années.

Premièrement, nous sommes entrés dans une ère de libéralisation commerciale concurrentielle dans laquelle les pays se font concurrence pour un accès préférentiel grâce à des accords de libre-échange bilatéraux et régionaux. Cela inclut même les pays qui ne sont pas traditionnellement connus pour être libre-commerçants comme le Japon.

Dans cet environnement, la croissance et la viabilité de notre secteur dépendent de la négociation et de la mise en oeuvre en temps opportun de l'accès commercial aux marchés sur lesquels nos concurrents ont l'oeil. L'agriculture canadienne a vécu cela auparavant avec la Corée du Sud lorsqu'un marché d'un milliard de dollars a été réduit de moitié presque du jour au lendemain, car nos concurrents — les États-Unis, l'Union européenne et l'Australie — avaient éliminé leurs tarifs, ce que nous n'avions pas fait. Nous ne pouvons pas nous permettre de voir cela se reproduire.

Nous nous retrouvons devant deux de ces accords commerciaux.

Nous encourageons fermement l'Accord économique et commercial global, l'AECG, ainsi que l'achèvement des processus juridiques et politiques respectifs liés à cet accord. Nous désirons que les discussions techniques se poursuivent pour que nous en tirions des avantages sous la forme d'un accès commercialement viable pour tous les exportateurs canadiens.

Il y a aussi le Partenariat transpacifique, un autre accord de libre-échange. Huit des 12 signataires ont déjà soumis l'accord à leur parlement; deux l'ont adopté et, au Japon, la chambre basse l'a adopté la semaine dernière. Le Canada doit suivre et ratifier rapidement et envoyer des signaux forts à ses partenaires commerciaux importants comme le Japon.

Étant donné l'incertitude qui entoure le Partenariat transpacifique pour le moment, le Canada ferait bien de prévoir tout de suite une solution de rechange et de reprendre les discussions avec, entre autres, le Japon.

Deuxièmement, la prolifération des obstacles non tarifaires dans l'agriculture au cours des dernières décennies a considérablement augmenté le nombre d'obstacles à l'accès aux marchés auxquels sont confrontés nos exportateurs qui tentent de diversifier leur profil d'exportation. L'agriculture reste un des secteurs les plus protégés au monde. Les barrières prennent la forme de contingents d'importation, de subventions à l'exportation, de droits compensateurs et d'obstacles techniques au commerce, de mesures sanitaires et phytosanitaires, de licences spéciales, de décisions non fondées scientifiquement sur la sécurité des produits alimentaires, de retards bureaucratiques, de restrictions à l'exportation, et ainsi de suite.

Il existe des preuves que les obstacles techniques au commerce et les normes sanitaires et phytosanitaires ont un effet négatif sur la diversification des marchés d'exportation et que la contribution des mesures non tarifaires au caractère restrictif général du commerce est importante. Selon certaines estimations, les obstacles non tarifaires sont beaucoup plus restrictifs pour le commerce que les droits de douane à proprement parler. Pour les agriculteurs, les producteurs, les exportateurs de toutes tailles, cela a un impact commercial direct sur les recettes d'exportation, la gestion des risques et la prévisibilité des opérations.

Le Secrétariat de l'accès aux marchés d'AAC a une liste prioritaire de plus de 300 obstacles à l'accès aux marchés étrangers. Étant donné les caractéristiques du mécanisme de hiérarchisation, il semble que de nombreuses questions ne seront pas traitées. Pourtant, elles sont essentielles pour les agriculteurs, les producteurs et exportateurs.

Nos recommandations relatives au cadre stratégique pour contribuer à un secteur agricole et agroalimentaire mondialement concurrentiel sont les suivantes:

Premièrement, bien que le prochain cadre stratégique pour l'agriculture souligne l'accroissement de la compétitivité mondiale et du commerce, il est essentiel que les ressources disponibles pour les ministères et les organismes chargés des négociations commerciales et de l'accès aux marchés soient augmentées à des niveaux permettant à ces organisations de remplir leur mandat de manière adéquate.

Le cadre stratégique devrait allouer des ressources adéquates aux fonctions de négociation des accords de libre-échange, en particulier l'équipe de négociateurs travaillant sur les accords commerciaux — le Partenariat transpacifique, l'AECG, l'OMC, l'accord de partenariat économique Canada-Japon, la Chine, l'ANASE, l'Inde —, en pensant en même temps à la prochaine génération d'accords commerciaux. Cela vaut pour Agriculture et Agroalimentaire Canada et pour Affaires mondiales Canada, le ministère qui a le mandat de négocier ces ententes.

Le cadre stratégique devrait allouer les ressources nécessaires aux postes responsables de la mise en oeuvre des accords de libre-échange et du maintien de l'accès aux marchés. Selon notre expérience, dès que des accords de libre-échange sont mis en place, toutes sortes d'obstacles non tarifaires s'élèvent. Il est essentiel que le Secrétariat de l'accès aux marchés reçoive les fonds nécessaires pour poursuivre son travail essentiel visant à trouver des solutions pour réduire au minimum les obstacles techniques au commerce et assurer un réel accès aux marchés pour les exportateurs canadiens. Il convient de souligner que le Secrétariat de l'accès aux marchés dépend de la capacité de l'ACIA de lui fournir de l'aide technique. Une aide financière adéquate à l'ACIA serait donc incontournable.

Le cadre stratégique devrait allouer les ressources nécessaires aux représentants du Canada à l'étranger, notamment les ambassades canadiennes et les délégués commerciaux pour l'agriculture. La capacité du Canada de mettre en place un secteur concurrentiel dépend en grande partie des portes qu'il saura ouvrir à l'étranger et des relations qu'il entretiendra avec les gens d'influence et les décideurs les mieux placés.

● (0855)

Enfin, le cadre stratégique doit continuer à aider les ministres et hauts fonctionnaires dans leur travail, qui consiste à établir des relations et à maintenir des liens avec leurs homologues dans les marchés étrangers. Cela est particulièrement important au moment de soutenir les efforts de développement des exportateurs canadiens, notamment en Asie.

Pour conclure, notre secteur encourage des politiques qui visent à accroître notre capacité concurrentielle sur les marchés internationaux. Au bout du compte, ce ne sont pas seulement les agriculteurs et les transformateurs qui en bénéficient. Les collectivités des régions urbaines et rurales sont gagnantes, quand nous avons un meilleur accès aux marchés étrangers.

Merci.

[Français]

Le président: Merci, madame Citeau.

Nous passons maintenant à M. Jim Everson, de Soy Canada.

Monsieur Everson, vous disposez de 10 minutes.

[Traduction]

M. Jim Everson (directeur général, Soy Canada): Merci, monsieur le président.

Je remercie les membres du Comité d'avoir invité Soy Canada ici aujourd'hui.

J'ai comparu devant votre comité il n'y a pas très longtemps, et je me suis dit que je pouvais donc couper la déclaration préliminaire sur ce que nous sommes, et tout cela, pour dire que Soy Canada est une organisation de la chaîne des valeurs. Nous représentons le secteur du soya de tout le Canada, c'est-à-dire les producteurs de soya, les exportateurs de soya de qualité alimentaire et de produits de soya, les transformateurs et les entreprises de semence.

Ce secteur croît rapidement, au Canada. Les agriculteurs sont toujours plus nombreux à intégrer le soya dans la rotation des cultures. Au Canada, 5,4 millions d'acres sont consacrées à la culture du soya, une augmentation de 82 % par rapport à la décennie précédente. Cette année, nous avons enregistré une augmentation de 250 % de nos exportations: cela représente la production supplémentaire du Canada. Nous exportons aujourd'hui 4,4 millions de tonnes métriques, soit, en gros, 70 % de la production du Canada.

Notre secteur produit du soya alimentaire sans OGM, et, sur la scène internationale, nous avons une feuille de route absolument parfaite, car nous respectons des normes de qualité très spécifiques, pour les fèves de soya qui serviront partout dans le monde à la fabrication de produits alimentaires comme le lait de soya, le tofu, les sauces au soya et tous les produits du même type.

Notre secteur croît aussi du côté des fèves de soya génétiquement modifiées, soya qui sera principalement utilisé, partout dans le monde, par le secteur des aliments pour animaux. La croissance phénoménale du secteur de la production de la viande, en Asie — le porc, le boeuf, ainsi de suite —, explique l'énorme demande de soya, sur la scène internationale, et le Canada comble de mieux en mieux cette demande.

Voilà, rapidement, le profil de notre secteur.

En ce qui concerne le Cadre stratégique pour l'agriculture, il serait à mon avis impossible de surestimer son importance. C'est un aspect véritablement critique de l'agriculture du Canada, de nos jours. Sa portée est très large, et Soy Canada soutient les objectifs et les domaines prioritaires récemment cernés par les ministres fédéral et

provinciaux et énoncés dans la Déclaration de Calgary. Nous sommes d'accord pour que l'on continue à mettre l'accent sur les domaines stratégiques déjà définis.

L'initiative Cultivons l'avenir 2 a été très, très bonne pour le secteur. Elle s'attachait aux marchés et au commerce, à l'innovation et à la gestion du risque. Ces aspects sont toujours importants, et il reste capital de s'améliorer encore dans ces domaines. Nous sommes également heureux de voir qu'on cible les changements climatiques, la confiance du public et le traitement à valeur ajoutée, d'autres aspects énoncés dans la nouvelle Déclaration de Calgary.

J'aimerais aujourd'hui parler de quelques-uns des domaines prioritaires que Soy Canada a cernés. Ils ont trait surtout à l'innovation ainsi qu'à l'accès aux marchés et à la promotion des marchés.

L'agriculture, aujourd'hui, est surtout une affaire d'innovation. Il faut mettre au point de nouvelles variétés de semences, qui répondent aux besoins de nos clients du monde entier et procurent à nos agriculteurs de nouveaux outils, par exemple au chapitre du rendement et de la résistance aux maladies; il y a ici pour le Canada un avantage stratégique de taille. Le nouveau cadre stratégique pour l'agriculture doit maintenir les investissements dans la recherche et l'innovation et chercher continuellement à améliorer la collaboration et l'efficacité des investissements. Nous devrions tirer profit des réussites du cadre stratégique à ce chapitre. La croissance récente du secteur tient beaucoup au soutien qu'assure le cadre stratégique d'Agriculture Canada.

Par exemple, bon nombre des principales variétés de soya utilisées aujourd'hui par les agriculteurs ont été mises au point grâce au CSA, avec l'appui des stations de recherche et des universités comme celles de Harrow, de Guelph et d'Ottawa. Je parle ici des établissements de l'Ontario.

Le programme des grappes de recherche du CSA offre un excellent exemple de la manière dont les chercheurs du secteur et ceux du gouvernement peuvent mettre leurs efforts en commun afin de mener des recherches plus efficaces et plus efficaces. Ce programme facilite la collaboration entre les établissements de tout le pays. C'est très important, puisque l'on fait concurrence à de très grands exportateurs. Dans le secteur du soya, qu'il s'agisse du soya destiné à la consommation humaine ou de celui utilisé dans d'autres produits, nous sommes en concurrence avec les États-Unis, qui produisent des volumes imposants et où les établissements offrent un soutien. Pour être aussi efficaces et pour collaborer comme il le faut pour être compétitifs sur ce genre de marchés, il faut que les intervenants de notre secteur soient unis et que les intervenants du secteur privé, des universités et du secteur public collaborent ensemble.

Les grappes constituent une force très positive, dans ce secteur, et elles ont démontré une capacité de collaboration considérable lorsqu'elles se sont attaquées à un certain nombre de priorités touchant l'agronomie et la génomique.

● (0900)

Par exemple, au cours des six dernières années, l'Alliance de recherche sur les cultures commerciales du Canada, une grappe qui soutient la recherche sur le soya, a réussi à mettre sur le marché plus de 63 nouvelles variétés de soya qui offrent de l'innovation aux agriculteurs et de nouvelles caractéristiques de qualité aux consommateurs.

La recherche financée par l'État a aidé à repousser les frontières de la production du soya au Canada, facilitant grandement la croissance de notre secteur.

Au cours des 10 dernières années, cette recherche a permis de mettre au point de nouvelles variétés à cycle court qui ont fait exploser la production dans l'est de l'Ontario et au Manitoba, deux régions qui, traditionnellement, avaient de la difficulté à cultiver du soya, leurs saisons de croissance étant plus courtes. Les chercheurs de nos universités, bénéficiant de l'appui du CSA, ont également mis au point de nouvelles variétés à cycle court, comme l'ont fait nos sélectionneurs du secteur privé.

En juin, Soy Canada a réuni la communauté nationale des chercheurs du secteur du soya dans le but d'orienter nos efforts et d'harmoniser nos priorités. Nous voulons tirer le plus grand profit possible de la collaboration à l'échelle nationale entre chercheurs du secteur public et du secteur privé. Les priorités élaborées grâce à cette approche seront intégrées au moment où notre secteur mettra au point le programme de recherche financé conjointement pour le prochain cycle du CSA. L'approche par grappes utilisée pour ce financement encourage la collaboration; c'est pourquoi nous la soutenons fermement.

Cette stratégie d'innovation correspond à nos priorités en matière de développement du marché et d'accès aux marchés. Il est important de tenir compte de ces liens au moment de concevoir le CSA. En plus d'être axés sur l'innovation, afin de rester concurrentiels, nous devons pouvoir compter sur un accès prévisible aux marchés internationaux. Soixante-dix pour cent de la production de soya du Canada est exportée, et l'augmentation de la production débouchera sur des exportations accrues.

Deux priorités ressortent quand on parle de soutien continu au développement du marché et d'accès aux marchés.

Premièrement, il faut continuer d'appuyer les programmes actuels du CSA qui fonctionnent. Je pense entre autres au programme Agri-marketing, qui a aidé notre industrie à faire la promotion du soya canadien dans les marchés d'exportation, à pénétrer ce marché et à le conserver. Il s'agit d'un programme financé conjointement. Le gouvernement et le secteur fournissent chacun un appui de 50 %; c'est une initiative dirigée par l'industrie, ce qui lui permet de déterminer elle-même ses exigences en matière de promotion et de s'attaquer aux enjeux de l'accès aux marchés. Le programme soutient la promotion dans les nouveaux marchés et nous aide à régler les problèmes touchant l'accès aux marchés. Le financement versé soutient le programme des missions commerciales à l'étranger et au Canada, les études de recherche sur le marché et d'autres activités qui nous aident à établir et à conserver des marchés.

En février 2016, Soy Canada a pu entreprendre sa première mission en Corée du Sud, profitant des avantages du récent accord de libre-échange, et nous nous sommes fait d'importantes relations d'affaires. La semaine dernière, nous avons participé à la mission commerciale organisée par le ministre MacAulay en Chine, ce qui nous a donné l'occasion de rencontrer en personne les importateurs de notre plus grand marché. Nous estimons que ce programme a vraiment été très utile, et nous avons hâte de voir la forme qu'il aura demain et quelles améliorations y auront été apportées.

Deuxièmement — je dis un peu la même chose que ce que Claire disait dans son exposé —, il est important que le gouvernement consacre ses ressources, dans les ministères clés, au soutien au développement du marché et à l'accès aux marchés. Notre secteur, comme d'autres secteurs de l'agriculture, profite du soutien du Secrétariat de l'accès aux marchés d'Agriculture Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, de la Commission canadienne des grains et du personnel de soutien commercial des missions étrangères d'Agriculture Canada.

Nous voyons de plus en plus que ces organismes ont de la difficulté à répondre aux demandes d'aide du secteur qui s'intéresse aux marchés d'exportation. Dans bien des cas, personne d'autre ne peut faire ce travail. Le rôle de l'ACIA, par exemple, est unique. C'est l'organisation officielle de protection des végétaux du Canada, c'est elle qui négocie avec ses homologues du monde entier et qui applique des principes scientifiques éprouvés au règlement des enjeux commerciaux. Son rôle international est important pour l'accès aux marchés de l'agriculture, mais nous constatons qu'elle est très concentrée sur ses cibles nationales, la sécurité des Canadiens, des animaux, et tout cela, ce qui est de toute évidence un mandat essentiel. Toutefois, son rôle au chapitre de la science et de la réglementation internationale est absolument essentiel à notre accès aux marchés, et aucune autre institution gouvernementale ne peut assumer ce rôle.

Voilà les aspects clés.

Nous sommes également vraiment très heureux des discussions de Calgary qui concernent la confiance du public et le climat. Malgré l'excellente feuille de route de notre secteur, en ce qui concerne la gouvernance et la sécurité, nous savons que le public exige toujours davantage d'information et de transparence. Il est important que le secteur agricole conserve la confiance des consommateurs. C'est à notre secteur qu'il revient d'expliquer les choses et de sensibiliser les gens, et c'est une responsabilité que nous partageons avec le gouvernement.

Le prochain programme devrait permettre l'adoption de véhicules qui permettront aux consommateurs, au gouvernement et à la société civile de se réunir avec la communauté agricole. Il devrait soutenir l'élaboration de systèmes et de normes de certification mettant en relief les pratiques exemplaires appliquées par le secteur.

● (0905)

De la même façon, le secteur agricole du Canada doit faire sa part dans le dossier des changements climatiques; et il la fait. Quand il est question de la gouvernance de nos ressources naturelles, nous avons bien des choses à dire. Depuis 1981, l'efficacité de l'utilisation des terres servant à la culture du soya a augmenté de 16 %. Pendant la même période, les agriculteurs ont réduit de 11 % l'empreinte de carbone par unité de soya produite, et les cultivateurs de soya utilisent 26 % moins d'énergie pour cette culture. Toutefois, nous devons faire voir tout cela. Nous devons en parler davantage et faire savoir aux Canadiens que nous faisons ces choses.

Les Canadiens se préoccupent de l'utilisation de la technologie pour la production de leurs aliments, et c'est...

Le président: Monsieur Everson, pourriez-vous s'il vous plaît conclure? Nous avons déjà un peu dépassé notre temps, et j'aimerais que vous passiez à la conclusion.

M. Jim Everson: Je vais conclure en disant que nous sommes tout à fait favorables à l'orientation donnée au Cadre stratégique pour l'agriculture et que nous sommes d'accord quant aux grands domaines prioritaires définis par le gouvernement.

● (0910)

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant aux questions.

Monsieur Anderson, vous avez six minutes.

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier nos témoins de s'être présentés ici aujourd'hui. Nous avons entendu d'excellents exposés, qui avaient beaucoup de contenu.

Je pensais, monsieur le président, que nous devrions en fait demander à nos témoins de présenter quelques informations quant au coût de chacune de ces demandes. Plus les séances avancent, plus la liste d'épicerie semble s'allonger. Nous avons fait le tour de la gestion des risques de l'entreprise et nous avons parlé de l'accès aux marchés, de la recherche, de l'innovation et de la technologie. Je ne dis pas que c'est votre faute, mais il me semble que ce projet prend de plus en plus d'ampleur, pour nous. Il sera intéressant de voir quelles recommandations nous allons en tirer. Il est difficile de savoir quel projet de loi sortira de tout cela.

Madame Citeau, j'aimerais discuter des obstacles à l'accès aux marchés étrangers.

Il y a 300 obstacles techniques, qui sont revenus dans la conversation à quelques reprises. Auriez-vous des suggestions sur la façon dont nous pourrions nous attaquer plus efficacement aux obstacles non tarifaires et aux obstacles techniques? Est-ce qu'il faut tout simplement plus de ressources ou est-ce qu'il y a quelque chose que le gouvernement pourrait faire de plus dans ce dossier?

Mme Claire Citeau: De manière générale, lorsque des obstacles techniques se présentent, ce sont les membres de l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire qui prennent les choses en main directement, car ce sont eux qui sont concernés. Ce n'est pas une activité de notre alliance. Ce n'est pas un dossier dont nous nous occupons.

J'aimerais ajouter que, dans l'ensemble, nous entretenons de bonnes communications avec nos négociateurs, nos représentants officiels, et tous ceux qui s'occupent des questions commerciales. Le secteur transmet de l'information au Secrétariat de l'accès aux marchés et aux négociateurs commerciaux du gouvernement. S'il y avait une amélioration à apporter, elle aurait trait au fait que, parfois, dans certains secteurs — ce n'est pas la même chose partout —, on ne reconnaît pas la situation du secteur et à quel point nos agriculteurs et nos producteurs sont dépendants du commerce. Cela se traduit parfois par un manque de mesures ou de célérité des interventions. On pourrait toujours améliorer cela.

M. David Anderson: Allez-y, monsieur Everson.

M. Jim Everson: J'aimerais ajouter que, selon moi, c'est un peu une question de ressources, comme je l'ai dit dans mon exposé, surtout pour les enjeux techniques et scientifiques.

J'aimerais souligner une autre chose, c'est que le Canada peut vraiment aider en jouant un rôle de leader, en s'assurant que nos principaux organismes internationaux à vocation scientifique sont bien financés et qu'ils travaillent mieux qu'à l'heure actuelle. Nous avons besoin de protocoles internationaux dans les dossiers concernant par exemple les normes sanitaires et phytosanitaires — la Convention internationale pour la protection des végétaux, l'OMC, le Codex. Dans le cas des limites maximales de résidus — les résidus dans les grains qui sont exportés d'un pays à un autre —, à l'heure actuelle, les pays peuvent imposer des limites d'importation de ces résidus, et c'est donc un élément important. Plutôt que d'avoir un système dans un pays, un autre système dans un autre pays, donc une prolifération de différents niveaux maximaux de résidus, nous devrions réunir les scientifiques. Les produits ne sont pas différents. Les données scientifiques dans un pays ne sont pas différentes de celles dans un autre pays. Pourquoi n'aurions-nous pas une organisation internationale unique et efficace qui établirait les

limites que les pays importateurs pourraient respecter? Ce serait énorme, pour nous.

M. David Anderson: Madame Citeau, pensez-vous que le Partenariat transpacifique pourrait donner des résultats si les États-Unis décidaient de ne pas y participer? Vous avez dit qu'un certain nombre de pays l'avaient soumis à l'approbation de leur parlement. Je crois que nous aimerions tous que ce partenariat soit mis en oeuvre. Est-ce que cela sera possible sans la participation des États-Unis? Dans le cas contraire, est-ce que notre seule solution, ce serait des accords bilatéraux?

Mme Claire Citeau: Je ne veux pas m'avancer sur ce qui pourrait se produire et je n'ai pas de boule de cristal; cependant, dans sa forme actuelle, le Partenariat transpacifique exige la présence tant des États-Unis que du Japon. Cela dit, qui sait? Les 11 pays de ce partenariat pourraient négocier de leur côté un autre accord, et attendre deux, trois ou quatre ans que les États-Unis s'y rallient, lorsqu'ils seront prêts à le faire.

Je pense que nous voulons que le Canada envoie des messages clairs à certains de ses principaux partenaires commerciaux, et le Japon, dans le cadre de ce partenariat, est un de ses partenaires. Le Japon est notre troisième marché d'exportation en importance, et c'est un marché à valeur ajoutée. L'Union européenne est en train de négocier des accords de libre-échange avec le Japon, le Vietnam et la Malaisie. Quelques-uns des autres membres du Partenariat transpacifique — entre autres, l'Australie — ont déjà conclu des accords bilatéraux avec le Japon. Plus nous attendons, plus nous accuserons du retard.

M. David Anderson: D'accord.

Monsieur Everson, vous avez parlé de la force de l'infrastructure du secteur du soya des États-Unis. Est-ce que le Canada pourrait faire quelque chose pour aider l'infrastructure? Est-ce que c'est le rôle du CSA? Quels sont les besoins au chapitre de l'infrastructure? Les besoins ont-ils trait à l'agronomie, à la mise au point de variétés supplémentaires, au transport ou à la transformation? De quelle sorte de choses votre secteur a-t-il besoin? Est-ce que le CSA est le véhicule qu'il faut pour répondre à ces besoins?

● (0915)

M. Jim Everson: Oui

M. David Anderson: Combien cela coûterait-il?

M. Jim Everson: Dans le secteur des fèves de soya, notre concurrent direct, ce sont les États-Unis. C'est mon homologue des États-Unis qui m'a fourni les chiffres, le Conseil américain de l'exportation du soya; les États-Unis produisent 110 millions de tonnes de soya, un volume beaucoup plus élevé, donc. Le gouvernement verse un soutien direct de 12 millions de dollars pour tout ce qui concerne l'accès aux marchés et la promotion. Globalement, c'est un budget de 42 millions de dollars. Les États-Unis sont présents dans 70 pays, et ils ont du personnel, sur le terrain, qui s'occupe uniquement du conseil de l'exportation du soya des États-Unis. Nous sommes en concurrence directe avec les exportateurs américains, et nous nous en tirons bien, mais, partout où nous allons, nous nous retrouvons face à cette puissance institutionnelle.

Oui, je crois que le CSA est fait pour cela. Le soutien qu'il fournit pour le travail d'accès aux marchés, comme le programme Agri-marketing, est justement ce qui nous aide...

Le président: Merci, monsieur Everson. Nous allons devoir poursuivre.

[Français]

Merci, monsieur Anderson.

Monsieur Breton, vous avez la parole pour six minutes.

M. Pierre Breton (Shefford, Lib.): Merci, monsieur le président

Je remercie également nos témoins. C'est un plaisir de vous revoir ici aujourd'hui.

Madame Citeau, vous avez beaucoup parlé de la dépendance envers le commerce international dans le secteur de l'agroalimentaire et de l'agriculture. Vous nous avez présenté des chiffres assez impressionnants. Vous avez mentionné une augmentation de 103 % dans le cas de la valeur des exportations. On parle dans le cas de ces dernières de 61 milliards de dollars, ce qui est vraiment une somme importante. En outre, vous avez dit qu'un emploi sur deux, dans le secteur de la production agricole, dépendait des exportations. Des ententes de libre-échange s'en viennent, dont l'AECG et le PTP.

Pour ma part, je vois ces ententes d'un bon oeil, mais j'aimerais savoir comment l'industrie va réussir à exporter davantage.

Comment allons-nous réussir à produire davantage, au Canada, pour satisfaire les besoins mondiaux?

Mme Claire Citeau: Dans ce domaine, le Canada possède d'abondantes ressources naturelles. En outre, beaucoup d'entreprises ne fonctionnent pas à pleine capacité. L'important est d'avoir accès aux marchés, de façon à permettre aux entreprises de déterminer lesquels sont les plus avantageux pour elles, quels produits elles peuvent exporter et vers quels pays. Nous avons en effet la capacité de produire.

M. Pierre Breton: Que faut-il faire pour y arriver?

Faut-il exploiter une plus grande quantité de terres, augmenter notre productivité ou notre capacité concurrentielle?

Comment le gouvernement peut-il être un partenaire de l'industrie dans ce contexte?

Mme Claire Citeau: Je pense que les membres sont davantage en mesure de répondre à ces questions, plus précisément en ce qui concerne leur secteur. En général, je répondrais oui à tout ce que vous avez mentionné. Cela passe par la productivité, la recherche, l'innovation, l'accès aux marchés et la résolution des problèmes d'accès aux marchés.

M. Pierre Breton: Vous avez dit — et M. Anderson en a parlé un peu — qu'une liste prioritaire de plus de 300 obstacles aux marchés étrangers avait été établie.

Pouvez-vous nous parler des deux ou trois plus importants obstacles mentionnés par Agriculture et Agroalimentaire Canada à ce jour?

[Traduction]

M. Jim Everson: D'abord, pour répondre à votre autre question, nous avons essayé, au cours de nos déclarations préliminaires, de parler de domaines prioritaires où le gouvernement peut fournir du soutien, particulièrement en ce qui concerne les questions liées à l'accès aux marchés parce que le gouvernement négocie des accords commerciaux et qu'il a des institutions comme la Commission canadienne des grains, Agriculture Canada, etc. qui peuvent amorcer un dialogue avec leurs homologues. Il s'agit de rôles très importants. Nous pouvons faire pousser les produits, nous avons les agriculteurs les plus concurrentiels au monde et nous disposons d'un excellent soutien à la recherche, mais nous devons avoir accès aux marchés.

Parmi les questions liées à l'accès aux marchés, on a en premier lieu la question de la limite maximale de résidus qui revient de temps

en temps lorsqu'un pays impose une limite qui est inférieure à celle que nous avons au Canada. Cela complique les choses pour nos exportations. Il y a ensuite les approbations relatives aux produits issus des biotechnologies, comme les semences génétiquement modifiées cultivées au Canada. Ces produits doivent être approuvés dans les pays d'exportation. Les processus d'approbation sont parfois très lents et difficiles.

Il y a ensuite un certain nombre de questions qui reviennent concernant les normes sanitaires et phytosanitaires lorsqu'un pays applique des normes avec lesquelles le Canada n'est pas d'accord. On doit entamer des discussions entre nos divers organismes scientifiques. Toute la question entourant le canola est un exemple et a menacé le commerce canadien à la hauteur de milliards de dollars.

● (0920)

[Français]

M. Pierre Breton: Monsieur Everson, il y a un nouveau secteur prioritaire: l'environnement. Considérez-vous que cette priorité devrait être incluse dans les programmes existants? Sinon, devrait-elle faire l'objet d'un programme particulier? Donnez-moi votre opinion là-dessus.

[Traduction]

M. Jim Everson: Du point de vue relatif au cadre stratégique pour l'agriculture, il s'agit d'un secteur relativement nouveau. Selon moi, il ne constituait pas une grande partie de l'ensemble des programmes du cadre Cultivons l'avenir 2.

Je crois que, en tant que nation, nous allons contribuer à l'effort mondial à l'égard des changements climatiques. Il devra y avoir un changement de la part de nombreuses industries, y compris de l'agriculture, car la collectivité agricole est un grand utilisateur de carbone. Ces programmes peuvent aider la collectivité agricole à s'adapter aux changements qui seront nécessaires afin de respecter les normes que nous avons acceptées à l'échelle internationale.

[Français]

Le président: Merci, monsieur Breton.

Merci, monsieur Everson.

Madame Brosseau, vous avez six minutes.

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier les témoins présents aujourd'hui de contribuer à notre étude sur l'avenir du programme Cultivons l'avenir — je ne sais pas comment on va le nommer, mais il aura bien un nom. Il sera très important qu'on puisse améliorer le contenu de ce programme.

Pendant la campagne électorale et par la suite, les producteurs que je représente m'ont fait part de certaines préoccupations concernant les programmes de gestion des risques et tout cela. Les deux présentations qui ont été faites ont soulevé des points très similaires.

Madame Citeau, vous avez beaucoup parlé de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne. Je représente une région où il y a beaucoup de producteurs laitiers sous gestion de l'offre. Ces producteurs subissent des pertes en raison de cet accord. Quant aux éleveurs de porc, ils ont vu un peu de lumière et sont un peu optimistes par rapport à l'accord, car il sera possible d'exporter certains produits tels que du porc et du jambon. Cependant, ces éleveurs devront faire plusieurs choses pour avoir accès à ces marchés.

Dans le secteur du boeuf, il y a plusieurs motifs de mécontentement concernant le lavage des carcasses. Avez-vous estimé combien il en coûtera aux producteurs et aux transformateurs pour avoir accès aux marchés dans le cadre de l'accord entre le Canada et l'Europe? Est-ce qu'une étude a été faite? A-t-on chiffré cela?

Mme Claire Citeau: L'estimation qui a été fournie est celle que le marché européen pourrait fournir aux secteurs du boeuf et du porc ainsi qu'à d'autres secteurs en vertu de l'accord entre le Canada et l'Europe. Au moment où l'entente a été finalisée, ces coûts étaient de 600 millions de dollars pour le secteur du boeuf et de 400 millions de dollars pour le secteur du porc, si, évidemment, les conditions permettent un accès réel et viable aux exportateurs de ces produits.

● (0925)

Mme Ruth Ellen Brosseau: Il va falloir apporter des changements à certaines installations de transformation. L'élevage de certains animaux va aussi devoir être modifié pour faciliter l'accès aux marchés.

Pensez-vous qu'une aide devrait être offerte aux producteurs pour qu'ils puissent modifier leurs pratiques afin d'avoir accès à ces marchés?

Mme Claire Citeau: Je pense que nos membres sont mieux placés que moi pour répondre à cette question. Comme l'un d'entre eux va bientôt intervenir, il serait préférable de lui poser la question directement.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Dans votre présentation, vous avez insisté sur la nécessité de disposer des ressources nécessaires. Vous avez parlé de ceux qui travaillent aux négociations, notamment Agriculture et Agroalimentaire Canada et Affaires mondiales Canada, ainsi que du moment où les accords commerciaux seront mis en vigueur.

Selon vous, nous ne disposons pas des ressources financières nécessaires et d'un nombre suffisant de personnes qui travaillent dans ces domaines. Il va être difficile de traduire cela en chiffres. Il faut savoir ce que sont les besoins réels de ces ministères et s'assurer que les fonds nécessaires sont octroyés pour que le travail soit bien fait.

Mme Claire Citeau: Oui, tout à fait.

Il est important de disposer de suffisamment de ressources et de négociateurs. Une équipe très solide est déjà établie. Nous parlons aussi de travailler à de nouvelles ententes avec la Chine, la zone de l'ANASE et l'Inde. Il sera effectivement important que ces ressources soient disponibles lorsque les accords seront négociés.

[Traduction]

Mme Ruth Ellen Brosseau: Monsieur Everson, j'aurais adoré être avec vous en Chine. J'étais censée y aller, mais la famille passe avant tout. J'ai décidé de ne pas faire ce voyage, mais je n'ai entendu que de bonnes choses.

Je sais que le Canada exporte beaucoup de soya; 70 % est exporté. Je crois que nous en exportons la plus grande partie en Chine. Seriez-vous en mesure de dire au Comité comment les choses se sont passées au cours de ce voyage à Beijing et à Shanghai et peut-être de parler de certains des enjeux que vous avez remarqués et de certaines des choses sur lesquelles on doit travailler et qui pourraient être faites à l'occasion de ce nouveau cadre stratégique pour l'agriculture?

M. Jim Everson: Merci beaucoup.

Environ 25 % de nos exportations de soya vont en Chine. C'est un marché très important pour nous. Nous sommes reconnaissants envers le gouvernement et le ministre d'avoir effectué cette mission en Chine. C'est un marché important à visiter, et il est utile de s'y

trouver avec le ministre et la délégation afin de prendre part à des réunions dont nous avons besoin.

La Chine est un marché très important pour de nombreux produits agricoles de base, et pourtant, c'est un endroit fort différent sur le plan culturel. Il est différent relativement aux pratiques commerciales et à la structure de l'industrie, à la structure de ses accords commerciaux et à son approche concernant les enjeux comme celui des normes sanitaires et phytosanitaires. En raison de l'importance du marché, c'est un endroit auquel, je crois, nous devons être en mesure d'affecter des ressources spéciales. Nous avons un bon personnel à l'ambassade de Beijing, mais un nombre important de groupes de producteurs de produits agricoles comme le boeuf, les céréales, les oléagineux et les légumes tentent tous de régler leurs problèmes en Chine.

Le président: Merci.

M. Jim Everson: C'est un endroit où il est très difficile de comprendre comment les décisions sont prises. Ça serait ma réponse.

Le président: Merci, monsieur Everson.

[Français]

Merci, madame Brosseau.

[Traduction]

Nous avons maintenant Mme Lockhart pour six minutes.

Mme Alaina Lockhart (Fundy Royal, Lib.): Merci.

Nombre de nos témoins ont parlé de la forte croissance qu'ils ont constatée au cours des dernières années dans le secteur de l'exportation. À quoi attribuez-vous la croissance des exportations que vous avez constatée? Est-elle liée au cadre stratégique pour l'agriculture existant? Y a-t-il des choses dans le cadre qui ont contribué à la croissance de nos exportations?

● (0930)

M. Jim Everson: Je dirais deux choses. Je dirais que la demande internationale relativement à certains de nos produits continue de croître, alors c'est ce qui stimule le marché, mais je dirais aussi que l'innovation croît également.

Si on prend l'exemple de notre marché d'exportation de produits de qualité alimentaire, notre créneau dans le marché est la qualité. Pour d'autres pays, c'est le volume. Le Canada a constamment une qualité élevée. Le secteur a bénéficié — sans aucun doute — de l'investissement gouvernemental dans la recherche qui porte sur développement de variétés. Cet investissement a aidé nos entreprises d'exportation dans leurs relations avec les acheteurs, qui peuvent cibler ce dont ils ont besoin en ce qui concerne la composition des produits. Le produit dont ils ont besoin pour le tofu est différent de celui du lait de soya, lequel est différent de ce qu'exige le natto. Nous sommes excellents quand vient le temps d'adapter ces produits aux marchés d'exportation et de maintenir une qualité élevée.

À la Commission canadienne des grains, nous avons un programme d'assurance de la qualité appelé Système canadien de reconnaissance de la ségrégation. Il est unique au monde pour ce qui est de garantir la qualité à l'échelle internationale, et nos concurrents ne peuvent pas vraiment rivaliser avec lui.

Il s'agit non pas d'un programme du CSA, mais d'une initiative du gouvernement du Canada. Il appuie fortement nos marchés.

Mme Alaina Lockhart: Madame Citeau, avez-vous quelque chose à ajouter à cela?

Mme Claire Citeau: J'ajouterais seulement la demande internationale et l'accès aux marchés.

Mme Alaina Lockhart: D'accord. Quant à la demande internationale, dans quel secteur géographique y a-t-il le plus de croissance?

M. Jim Everson: Ça serait l'Asie, dans l'ensemble. Ce qui est très emballant concernant le travail que nous faisons avec l'ACCA et le PTP et d'autres instances, c'est que de nombreux pays asiatiques sont intéressés à se joindre au PTP. Il y en a maintenant plusieurs qui y participent, d'autres pays comme la Corée du Sud, l'Indonésie, etc. Vous les connaissez mieux que moi. Si nous pouvons intégrer ces types de disciplines commerciales aux membres actuels du PTP et ensuite ajouter les autres...

En Corée du Sud, par exemple, même si nous avons un accord de libre-échange, il y a toujours des quotas importants qui restreignent la quantité de produits que nous pouvons y vendre. Si la Corée du Sud faisait partie de l'environnement du PTP, elle devrait modifier ces quotas au fil du temps, et le Canada aurait une possibilité réelle de concurrencer dans ce marché.

Mme Alaina Lockhart: Dans l'industrie du soya, faut-il investir dans les infrastructures de transformation à ce stade? Quelle est notre capacité actuelle? Est-ce quelque chose que nous devrions envisager?

M. Jim Everson: Nous avons bon espoir qu'il peut y avoir certains investissements en transformation dans l'ouest du Canada.

Il y a trois installations de transformation de taille importante dans l'est du Canada. Deux en Ontario et une près de Trois-Rivières, au Québec. C'est très bien. Elles sont prospères. Leur capacité de trituration a augmenté cette année en comparaison des années précédentes, et c'est un processus à valeur ajoutée. Au lieu de mettre en marché le grain, on met en marché le tourteau et l'huile, qui ont une valeur plus élevée. Cela fait partie de l'initiative entourant la valeur ajoutée... Davantage de transformation est une bonne chose.

C'est la situation dans l'Ouest canadien. Au Manitoba, nous cultivons actuellement près de deux millions d'acres de soya. Je crois que tout le monde dans l'industrie regarde cela et croit qu'il s'agit d'une assez grande quantité et que c'est suffisant pour construire une installation de transformation dans l'ouest du Canada, quelque chose que nous n'avons pas à l'heure actuelle. Il y a un marché naturel pour le tourteau dans l'industrie du bétail.

En ce qui concerne le besoin d'investissement, je crois que ce type d'investissement viendra probablement d'une des grandes entreprises de transformation et non pas sous forme d'aide gouvernementale. Pour ce qui est d'attirer des investissements directs de l'étranger, il existe peut-être ici une possibilité.

Mme Alaina Lockhart: Vous avez mentionné l'Ouest. Je représente la circonscription de Fundy Royal au Nouveau-Brunswick, alors je m'en voudrais si je ne demandais pas qu'on me parle du potentiel dans le Canada atlantique, vu que nous avons des ports et un accès vers l'Inde, pour commencer.

M. Jim Everson: En ce moment, je n'ai pas de superficie en tête relativement au soya dans les provinces du Canada atlantique, mais ces provinces en cultivent effectivement. Il existe une véritable possibilité d'aller dans des ports qui sont tout près. En Ontario, c'est l'explication de l'avantage concurrentiel. On peut transporter par camion presque tout le soya de l'Ontario et du Québec directement vers le port de Montréal ou de Hamilton, alors c'est un accès très rapide. C'est la même chose dans le Canada atlantique.

Je crois que le défi du Canada atlantique est de trouver des variétés adaptées au climat et au sol. La priorité est de trouver des réponses à cet égard pour ce qui est notre recherche. Encore une fois,

les établissements de recherche publics travaillent là-dessus. Le soutien à la recherche et à l'innovation que le CSA prévoit joue exactement ce rôle. Il obtient des variétés qui conviennent à différentes conditions au Canada.

• (0935)

Mme Alaina Lockhart: Merci beaucoup.

Le président: Merci, madame Lockhart.

Nous avons maintenant M. Longfield, pour six minutes.

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci à vous deux d'être ici.

Je veux me concentrer sur les aspects du nouveau cadre stratégique pour l'agriculture qui pourraient aider relativement à un enjeu précis.

Nous allons entendre la Canadian Cattlemen's Association au cours de la deuxième partie de la réunion. Guelph a Cargill comme usine de transformation, et il y a un grand potentiel pour faire croître notre marché du boeuf. On utilise le soya dans les aliments pour bovins de boucherie. Pourriez-vous commenter la façon dont le cadre stratégique pourrait nous aider à constituer le cheptel si nous investissons dans le soya de la bonne façon? Que devons-nous faire relativement au commerce afin d'être en mesure d'acheminer les produits vers un marché en utilisant un nouveau cadre?

J'aimerais voir Cargill aller à...

M. Jim Everson: J'ai parlé du développement de variétés adaptées à des conditions agronomiques précises au Canada et aux exigences des utilisateurs finaux particuliers dans nos marchés. C'est également le cas pour ce qui est des aliments pour animaux, lorsqu'on envisage d'étudier davantage le rendement d'un produit protéique comme le soya dans différentes espèces. Comment peut-on modifier ce produit pour améliorer son rendement chez les bovins ou la volaille? Ces espèces sont différentes. Comment peut-on extraire des composantes du produit et les intégrer à un mélange d'aliments pour animaux?

On effectue des recherches dans ce domaine aux États-Unis et au Canada, mais la qualité des composantes des aliments pour animaux dans notre produit est un aspect que nous pouvons assurément améliorer.

Lorsque je regarde la composante de transformation des aliments du cadre stratégique pour l'agriculture, ma recommandation comprendrait aussi la transformation des aliments parce que nous sommes une industrie de pointe en ce qui concerne les aliments mélangés, et nous pouvons augmenter la valeur ajoutée et favoriser les ventes en utilisant les données scientifiques également dans ce domaine.

M. Lloyd Longfield: D'accord. Merci.

Allez-y, madame Citeau.

Mme Claire Citeau: Du point de vue du commerce, je reprendrais les commentaires émis plus tôt sur le rôle de leader que le Canada peut jouer en s'assurant d'avoir une reconnaissance internationale des normes et du processus décisionnel fondé sur la science à l'échelon international. C'est essentiel lorsqu'il s'agit de s'assurer que nos négociateurs et les personnes travaillant sur les questions d'accès au marché ont les ressources voulues pour aborder ces enjeux et négocier des accords de libre-échange en temps opportun et nous aider à percer des marchés que nos concurrents ont aussi dans leur mire.

M. Lloyd Longfield: Merci.

Vous avez mentionné l'ACIA, et il y a eu une préoccupation — mais je n'ai pas beaucoup de données probantes à cet égard — concernant le rôle que peut jouer l'ACIA pour nous aider à prospecter des marchés d'exportation. Je reprendrais peut-être un point que M. Anderson a fait valoir plus tôt. La formation des employés de l'ACIA et, éventuellement, l'augmentation de l'effectif entraînent toutes deux des coûts.

Pouvez-vous nous en dire davantage sur l'ACIA et son rôle dans le nouveau cadre stratégique? Comment pouvons-nous améliorer son rôle?

M. Jim Everson: M. Anderson a raison concernant l'établissement des coûts et des priorités. Je comprends cela et je ne connais pas très bien l'environnement de l'ACIA pour ce qui est de la façon dont on affecte les ressources au sein de l'organisme. Nous voyons qu'il y a un enjeu très important entourant la sécurité au pays, et l'ACIA s'en occupe pour une bonne part, mais avec ces nouveaux... Ce ne sont pas les tarifs qui sont le problème majeur du commerce actuellement; ce sont ces problèmes liés aux normes sanitaires et phytosanitaires.

Le tarif est très simple. On le paie ou non. On s'en débarrasse ou non. Les problèmes liés aux normes sanitaires et phytosanitaires surviennent lorsqu'un pays dit qu'un phytoravageur vient du Canada et qu'il pose un danger à l'égard de son marché. Le Canada est en désaccord, et il y a ensuite toute une discussion sur qui a raison et comment on présente les données scientifiques à cet égard. C'est extrêmement important d'avoir des scientifiques crédibles et aussi liés à notre organisation nationale qui en sont responsables.

Agriculture Canada jouera son rôle qui consiste à essayer de vendre les produits canadiens, et nous nous attendons à cela, mais notre organisme de réglementation a un rôle différent à jouer, et il est fondé sur les données scientifiques. Nous estimons qu'il y a énormément de situations de ce genre qui se présentent ces jours-ci. Toute l'affaire du canola qui s'est retrouvée récemment dans les médias est un excellent exemple. C'est seulement une situation parmi des centaines et des centaines d'autres qui se produisent ces jours-ci.

● (0940)

M. Lloyd Longfield: Merci.

Le groupe Ontario Agri-Food Technologies soulève également nombre de ces problèmes. Je crois que nous avons tous deux participé à la table ronde tenue à Guelph. Nous avons parlé de secteurs et de conseils sectoriels. Pouvez-vous commenter les conseils sectoriels dans le contexte de l'élaboration d'un nouveau cadre ou du développement de nouveaux échanges?

M. Jim Everson: Nous avons les tables rondes qu'Agriculture Canada soutient. Le Canada participe à la table ronde sur les grains, et c'est une excellente organisation parce que, encore une fois, c'est un effort de collaboration. Le gouvernement et l'industrie y participent, et on peut parler des différents problèmes que nous avons, comme la durabilité, l'étiquetage et tout un éventail de problèmes différents. L'organisation fonctionne extrêmement bien, et c'est important, je crois, dans la conception du cadre stratégique pour l'agriculture, de ne pas oublier qu'on peut financer des organisations afin qu'elles agissent, mais celles-ci doivent également travailler avec le gouvernement du Canada à la mise en oeuvre de mesures. Il existe un problème d'harmonisation à cet égard, et ces conseils travaillent bien quand vient le temps d'obtenir cette collaboration.

M. Lloyd Longfield: Ils multiplient les investissements.

M. Jim Everson: Oui, absolument.

M. Lloyd Longfield: Excellent. Merci.

Malheureusement, il semble que nous n'ayons plus de temps. Merci beaucoup à vous deux.

Le président: Je crois qu'il est presque temps de nous interrompre. Malheureusement, nous nous approchons de l'heure.

Je désire remercier Mme Citeau et M. Everson d'être venus et de leur contribution intéressante. Nous allons certainement en tenir compte dans le cadre de notre rapport. Bien sûr, comme M. Anderson l'a dit, c'est toujours une question d'argent, mais nous espérons l'investir au bon endroit, et je sais que vous figurez tout en haut de cette liste.

Merci. Nous allons prendre une pause de quelques minutes et revenir avec l'autre groupe.

● (0940)

_____ (Pause) _____

● (0945)

Le président: Je veux souhaiter la bienvenue à M. Norm Beal de Food and Beverage Ontario. Merci d'être avec nous ce matin.

Nous accueillons aussi Dan Darling, président et Andrea Brocklebank, directrice générale de la Canadian Cattlemen's Association. Bienvenue à vous deux.

Nous allons commencer.

Monsieur Beal, vous avez la parole pour 10 minutes.

M. Norm Beal (chef de la direction, Food and Beverage Ontario): Je vous remercie monsieur le président, de même que les membres du Comité, de nous avoir invités ici aujourd'hui.

Je m'appelle Norm Beal. Je suis président de Food and Beverage Ontario.

Je veux vous parler aujourd'hui du mandat de FBO et fournir de l'information et un point de vue afin de contribuer à l'élaboration du prochain cadre stratégique pour l'agriculture. J'ai hâte de répondre aux questions que vous aurez peut-être par la suite.

Food and Beverage Ontario représente les transformateurs d'aliments et de boissons de la plus grande province du Canada. Notre mandat est de promouvoir et de soutenir notre industrie en Ontario, au Canada et de plus en plus dans le monde.

Pendant des décennies, nos membres ont contribué aux économies et aux collectivités locales partout en Ontario en fondant des entreprises, en créant des emplois et en soutenant les industries agricoles primaires, mais ce qui est encore plus emballant, c'est notre plan ambitieux visant à poursuivre notre croissance. D'ici 2020, nous voulons renforcer notre importance relative dans l'économie de l'Ontario et embaucher beaucoup plus de gens. Notre cible est de 60 000 emplois. Nous voulons continuer d'être le client le plus important des industries agricoles primaires de l'Ontario. Nous désirons être à la fine pointe de l'innovation, non pas seulement dans le secteur agricole, mais aussi dans l'économie canadienne. Nous espérons jouer un rôle de premier plan afin de nous assurer que la nourriture que les Canadiens mangent est saine et sécuritaire.

C'est dans ce contexte, fiers de nos réalisations et motivés par le fait d'assurer un avenir plus prospère, que nous sommes ici aujourd'hui. Nous croyons que FBO peut jouer un rôle important au moment même où vous tracez la voie à suivre pour l'industrie agroalimentaire du Canada, non pas uniquement en Ontario, mais dans toutes les provinces et tous les territoires.

L'industrie de la transformation des aliments et des boissons en Ontario et au Canada est très importante et, franchement, sous-évaluée. Je sais que les membres du Comité appuient activement les industries agroalimentaires et agricoles dans leurs circonscriptions partout au Canada, mais de nombreux Canadiens et décideurs, à tous les échelons du gouvernement, ne comprennent pas l'ampleur des contributions des transformateurs d'aliments et de boissons. Un cadre stratégique pour l'agriculture ambitieux qui renforce notre secteur essentiel soutiendra les emplois de la classe moyenne et en créera d'autres pour celle-ci dans vos circonscriptions et partout au Canada.

Avant de parler un peu de l'orientation stratégique qui, selon Food and Beverage Ontario, renforcerait le plus le secteur agroalimentaire et l'agriculture au Canada, je veux aborder brièvement quelques données qui, à mon avis, décrivent la situation de manière impressionnante et surprenante.

Les transformateurs d'aliments et de boissons de l'Ontario fournissent de l'emploi à plus de 130 000 Ontariens. C'est plus que toute la population de Guelph. Ils représentent le plus grand employeur manufacturier au Canada, plus important même que les secteurs de l'aérospatiale ou de l'automobile. De fait, plus de 250 000 Canadiens travaillent dans le secteur de la transformation d'aliments et de boissons. C'est plus de gens que tous les électeurs des circonscriptions du président et des deux vice-présidents ici aujourd'hui.

Les transformateurs d'aliments et de boissons exportent leurs produits dans plus de 190 pays et présentent, depuis des décennies, une des balances commerciales les plus favorables de toute l'économie canadienne. Dans notre industrie, on retrouve 6 500 entreprises au Canada, allant de grandes sociétés mondiales à de petits entrepreneurs qui viennent de se lancer en affaires.

Même si les chiffres sont éloquent, les gens et les organisations de notre industrie projettent une image encore plus flatteuse de la situation. Permettez-moi de vous donner seulement deux exemples.

Il y a presque 20 ans, M. et Mme Hans ont immigré au Canada à partir de l'Inde. Ensemble, ils ont fondé Hans Dairy, qui se spécialise dans les produits laitiers sud-asiatiques. Ils cherchaient à créer des produits indiens authentiques et ont profité de l'occasion de faire exactement cela. Même si elle a commencé par servir les collectivités asiatiques croissantes dans la région du Grand Toronto qui l'avaient si chaleureusement accueillie, Hans Dairy a connu une croissance spectaculaire. L'entreprise offre maintenant une sélection unique de produits partout au Canada et explore des possibilités d'exportation majeures. Par exemple, elle a été la première à vendre du dahi, yogourt de style indien, au Canada et offre maintenant un éventail complet de yogourts aromatisés qui plaisent à une grande diversité de gens.

Je vais maintenant parler un peu du boeuf engraisé au maïs. Il est opportun pour nous d'être ici aujourd'hui avec la Canadian Cattlemen's Association. La marque Ontario Corn Fed Beef est devenue une des marques de certification les plus respectées et reconnues dans le marché.

Le secteur de la transformation et de la production de boeuf de l'Ontario croît à l'intérieur du Canada et dans les marchés partout dans le monde. Tout récemment, le secteur a fait des gains énormes en Asie et au Moyen-Orient. Cette réussite est fondée sur l'excellence des produits; la collaboration entre les producteurs, les transformateurs, les détaillants, les consommateurs et les gouvernements; et sur un préjugé favorable à l'égard de l'exportation de nos produits.

● (0950)

Le terme « valeur ajoutée » signifie souvent l'amélioration de quelque chose, mais les transformateurs de boeuf engraisé au maïs ajoutent une valeur au sens économique le plus strict. Ils prennent un produit et, grâce à leurs efforts, fabriquent un nouveau produit qui est vendu plus cher, ce qui augmente ainsi les revenus des personnes qui ont participé à la fabrication du produit.

Ces deux exemples montrent comment les entrepreneurs canadiens de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons génèrent une activité économique et créent des emplois pour la classe moyenne en répondant aux exigences de plus en plus complexes des consommateurs canadiens et mondiaux. Ce sont des cas de réussite canadiens rendus possibles, en partie, grâce à un partenariat avec le gouvernement.

Au lieu de décrire une politique particulière, je veux à ce stade passer quelques minutes à souligner le soutien de FBO envers la Déclaration de Calgary. Chacun des principes énoncés dans la Déclaration est louable, et FBO les soutient non seulement en théorie, mais également en pratique. Notre organisation et nos membres ont tous des initiatives importantes en cours afin d'aider à atteindre les objectifs que nous partageons.

Les trois aspects suivants énoncés dans de la Déclaration de Calgary sont particulièrement importants: les marchés et le commerce; la recherche, la science et l'innovation; et la confiance du public. Les transformateurs canadiens d'aliments et de boissons sont des exportateurs et des innovateurs, mais comme vous, notre ambition à l'égard de notre industrie et des hommes et des femmes qui y travaillent est non pas de maintenir le statu quo lui a assuré le succès, mais de favoriser la croissance. Le commerce et l'innovation sont certainement deux éléments clés qui permettront d'assurer notre réussite future commune, comme l'a démontré le secteur du boeuf engraisé au maïs.

Je veux prendre un moment afin de parler de la confiance du public.

Vous avez tous été dûment élus par vos électeurs dans des circonscriptions qui se trouvent aux quatre coins de notre pays. Vous, plus que quiconque, savez que notre démocratie et notre gouvernement sont fondés sur un concept très simple: la confiance. De même, les membres de FBO aident à nourrir les Canadiens et, de fait, les gens partout sur la planète. Il y a peu de parties de notre économie où la confiance est plus importante que le fait de produire les aliments qui nourrissent nos familles.

Même si le gouvernement et la production alimentaire s'appuient sur la confiance du public pour fonctionner de manière efficace, les deux sont aussi menacés. Davantage de voix s'élèvent — et bon nombre d'entre elles sont critiques — pour contester la façon dont nous produisons les aliments et la raison pour laquelle nous le faisons. Même si certaines critiques sont dommageables et mal avisées, beaucoup d'entre elles sont raisonnables et bien fondées.

Food and Beverage Ontario soutient fortement le renforcement de la confiance du public envers la transformation d'aliments et de boissons et l'élargissement de la façon dont les intervenants et le public sont mobilisés, comme il est proposé dans la Déclaration de Calgary.

Enfin, et peut-être sans surprise, nous soutenons sans réserve l'inclusion de la transformation d'aliments et de boissons parmi les priorités, comme il est décrit dans la Déclaration de Calgary.

Comme nous, le gouvernement du Canada est déterminé à soutenir notre industrie parce que les avantages pour les Canadiens sont énormes et importants. Nous croyons — et la Déclaration de Calgary soutient cette conviction — que les transformateurs sont en effet un actif stratégique et un moteur vital et dynamique de la prospérité future des secteurs agricoles du Canada. Nous espérons voir ce soutien reflété dans le prochain cadre stratégique pour l'agriculture.

J'ai commencé en disant que FBO croit que notre industrie est un actif stratégique de la prospérité économique du Canada. Notre réussite doit être partagée par le gouvernement et l'industrie, et fait plus important encore, par notre industrie et les Canadiens. Nous sommes des employeurs, des innovateurs, des producteurs et des consommateurs. Nous avons hâte de travailler étroitement avec les membres de votre Comité et, de fait, avec les décideurs du gouvernement partout au pays.

Food and Beverage Ontario croit que, ensemble, nous pouvons tracer une voie ambitieuse pour notre industrie et les millions de Canadiens qui dépendent d'elle, pour subvenir à leurs besoins et pour nourrir leur famille chaque jour.

Merci. J'ai hâte d'entendre vos questions.

• (0955)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Beal.

Monsieur Darling, vous avez 10 minutes.

M. Dan Darling (président, Canadian Cattlemen's Association): Merci de m'avoir invité à prendre la parole aujourd'hui.

Je m'appelle Dan Darling. Ma famille et moi faisons l'élevage de bovins près de Castleton, en Ontario. Je suis actuellement président de la Canadian Cattlemen's Association.

Au nom des 68 500 éleveurs de bovins de boucherie du Canada, je suis heureux de vous faire part de nos priorités à l'égard du prochain cadre stratégique pour l'agriculture. Je suis accompagné d'Andrea Brocklebank, directrice générale de la division du Conseil de recherche sur les bovins de boucherie.

Le secteur des bovins de boucherie est l'un de ceux qui génèrent le plus de recettes monétaires agricoles au Canada. En 2015, l'industrie bovine a généré 10,5 milliards de dollars en recettes monétaires agricoles, soit 7 % de plus qu'en 2014. La demande mondiale de boeuf de qualité supérieure est à la hausse, et nous produisons le meilleur boeuf au monde juste ici au Canada. Nous sommes aussi des chefs de file mondiaux en raison de nos efforts de développement durable.

La CCA a participé activement aux consultations nationales au sujet du CSA et continuera de collaborer à ce processus d'élaboration de politiques. Nos recommandations générales visent à faire en sorte que les programmes au titre du prochain CSA soient peaufinés de façon à assurer un déploiement sans heurts le 1^{er} avril 2018, que la prestation des programmes soit simplifiée et que les processus d'approbation soient plus transparents et uniformes.

Il est prioritaire pour le secteur des bovins de boucherie de s'assurer que le prochain CSA améliore notre compétitivité, tant sur les marchés internationaux qu'ici au Canada. Pour ce faire, il faudra insister grandement sur la recherche, les données scientifiques et l'innovation. L'industrie et le gouvernement assument une responsabilité partagée à l'égard de la recherche qui contribue à la compétitivité, à l'innovation et à la durabilité de l'industrie des bovins de boucherie. La recherche est essentielle pour que l'on puisse fournir des renseignements scientifiques pour renforcer la confiance des consommateurs et pour faire en sorte que l'industrie

bovine du Canada soit concurrentielle à l'échelle mondiale et qu'elle soit en mesure de tirer profit des possibilités commerciales actuelles et nouvelles.

L'un des programmes qui réussit le mieux dans le cadre de Cultivons l'avenir 2 est la grappe scientifique du secteur du boeuf, et nous sommes persuadés qu'elle devrait être maintenue et élargie. Elle a favorisé des investissements accrus de l'industrie dans la recherche et a permis à l'industrie bovine de financer un portefeuille de recherche plus exhaustif, qui va au-delà des bénéfices nets des producteurs. Elle a aussi stimulé d'importants investissements dans des domaines comme la santé et les soins des animaux, la durabilité de l'environnement et la résistance aux antimicrobiens.

La grappe a également permis à l'industrie d'assumer un rôle prépondérant au chapitre du transfert de technologies afin de s'assurer que les résultats des recherches sont transformés en technologies et en outils adoptés par les intervenants de l'industrie.

Nous avons formulé quelques recommandations clés visant à améliorer la grappe dans le cadre du prochain CSA.

Tout d'abord, la rationalisation et l'amélioration du caractère opportun des approbations, de la production de rapports et des réclamations financières pourraient alléger le fardeau administratif et améliorer le milieu de recherche. Ensuite, le fait de permettre une souplesse raisonnable en matière de financement favoriserait une utilisation plus efficace des fonds consacrés à la recherche. Je sais qu'Andrea sera heureuse d'en dire davantage à sujet.

J'aimerais souligner que le gouvernement doit stimuler les investissements de l'industrie pour soutenir les programmes de recherche dans une proportion de trois pour un. L'industrie a fait preuve d'une grande initiative en investissant dans des projets de recherche qui s'assortissent d'avantages importants pour le public allant au-delà de notre secteur. De plus, c'est principalement grâce aux progrès réalisés par la grappe scientifique du secteur du boeuf que les producteurs bovins du Canada sont sur le point de tripler les sommes prélevées à l'échelle nationale qui sont consacrées à la recherche.

Ce qui nous inquiète, c'est que le fait de diminuer les investissements de contrepartie, qui sont actuellement à hauteur de trois pour un, pourrait pénaliser l'industrie, inhiber la croissance des investissements dans l'industrie et avoir un impact défavorable sur d'autres programmes de recherche prévus. Cela pourrait avoir un effet pervers pour les secteurs qui ont consenti d'énormes efforts pour s'autofinancer.

Nous sommes une industrie qui dépend du commerce, puisque nous exportons presque la moitié de notre production. La capacité de vendre du boeuf et des produits dérivés du boeuf sur le marché mondial est essentielle pour maximiser la valeur de chaque animal élevé au Canada. Nous estimons que près de 500 \$ additionnels par tête sont générés par la vente de divers produits de boeuf et d'abats, qui sont très prisés à l'étranger.

Il est essentiel que l'Accord du Partenariat transpacifique soit approuvé et mis en oeuvre, ou que des négociations bilatérales avec le Japon se tiennent le plus rapidement possible, afin que nous puissions reconquérir les consommateurs japonais qui ont préféré le boeuf de l'Australie, lequel profite de tarifs plus bas sur le marché en raison de l'ALE conclu entre l'Australie et le Japon.

•(1000)

Nous voulons également éliminer les obstacles techniques qui nuisent à la vente du boeuf canadien en Europe et faire en sorte que l'AECG entre en vigueur. Nous demandons que le secteur bovin soit pris en considération de la même manière que d'autres secteurs l'ont été en ce qui concerne les investissements transitoires consentis pour leur permettre d'être concurrentiels dans le cadre de l'AECG.

Souvent, des problèmes surviennent une fois les divers accords commerciaux mis en oeuvre. C'est pourquoi nous sommes en faveur de la création d'un secrétariat à l'accès au marché agricole. Au titre du prochain CSA, nous demandons que le secrétariat à l'accès au marché agricole soit pleinement financé afin d'ouvrir la voie aux exportations agroalimentaires canadiennes.

Nous réclamons également un financement suffisant pour soutenir les missions d'inspecteurs d'aliments de gouvernements étrangers qui viennent au Canada. C'est souvent un prérequis à l'approbation de l'exportation.

Le prochain domaine sur lequel j'aimerais insister est la gestion des risques de l'entreprise. La CCA croit qu'il doit y avoir des programmes de gestion des risques agricoles à l'échelle nationale profitant d'un financement adéquat et offerts de manière uniforme dans toutes les administrations sans créer de déséquilibre concurrentiel entre les secteurs agricoles ou les régions. Les programmes devraient réduire au minimum les risques de répercussions défavorables sur le commerce international et interprovincial, la distorsion des signaux du marché et l'influence sur les décisions opérationnelles.

La CCA appuie également une certaine latitude quant à la contribution du gouvernement aux programmes d'assurance du bétail régionaux et provinciaux, tant que le degré de soutien général est égal à l'échelle du pays et que les programmes ont un effet neutre sur le marché.

Agri-stabilité a permis d'atténuer les conséquences découlant de la réalisation des risques, même si c'est bien après les faits pour nombre de producteurs. Les détails sont importants, tout comme les aspects touchant l'ensemble de la ferme, mais il faut encore travailler à l'amélioration de la transparence des calculs, et les paiements au titre du programme doivent être versés de manière plus opportune.

La CCA croit que les plafonds relatifs aux programmes devraient être éliminés. Les plafonds sur les paiements au titre d'Agri-stabilité et de tous les programmes de GRE sont discriminatoires envers les exploitations de grande taille. Dans la plupart des cas, ces exploitations ont pu croître grâce à des pratiques d'exploitation concurrentielles. Ces exploitations de grande taille contribuent considérablement à l'emploi et à la prospérité en zone rurale. Les plafonds devraient être éliminés afin que toutes les structures d'exploitation agricole soient traitées également et qu'elles soient sur un même pied d'égalité.

Le programme pilote d'assurance des prix du bétail dans l'Ouest, WLPIP, est un programme prospectif semblable à une assurance qui est fondé sur le marché et qui permet aux producteurs de gérer les risques liés au marché. Le WLPIP devrait être permanent sous le régime du prochain CSA. L'expansion de ce programme d'assurance des prix au-delà des provinces de l'Ouest devrait contribuer de manière favorable à un plan national qui permettrait aux producteurs canadiens de mieux gérer les risques liés au marché.

Il est également nécessaire de mettre sur pied une assurance améliorée pour le foin et les fourrages à l'échelle du pays, y compris un mécanisme qui aide les producteurs à faire face à l'augmentation des prix des aliments pour animaux durant les périodes de pénurie.

Cela pourrait atténuer la demande à l'égard d'une intervention du programme Agri-relance dans le cas d'événements météorologiques.

En ce qui concerne le programme de durabilité de l'environnement au titre du CSA, la CCA encourage le gouvernement à soutenir les mesures de protection de l'environnement des grands éleveurs à l'aide de financement et de la mise sur pied d'autres services écologiques et programmes agroenvironnementaux. Des programmes comme ceux qui font la promotion de la protection des ressources naturelles améliorent la santé environnementale du paysage canadien et renforcent la résilience du secteur agricole. Ces programmes pourraient connaître un plus grand succès s'ils étaient fondés sur des mesures incitatives, qu'ils étaient exécutés par la collectivité et qu'ils étaient volontaires.

L'industrie bovine reconnaît l'importance de la confiance du public et a lancé son nouveau programme Verified Beef Production Plus, le VBP+, qui met l'accent sur la vérification des bonnes pratiques des agriculteurs relativement aux soins des animaux, à la biosécurité, à la gérance environnementale et à la salubrité des aliments à la ferme. Le VBP+ donne aux Canadiens et aux consommateurs mondiaux de boeuf la certitude que les produits du boeuf canadien sont salubres, de qualité supérieure, respectueux du bien-être des animaux et de l'environnement et réellement durables. Au titre du prochain CSA, nous demandons que le financement pour la mise en oeuvre de programmes nationaux de vérification à la ferme soit maintenu.

Nous insistons également sur la nécessité d'une plus grande coordination et cohérence des résultats de financement à l'échelle provinciale pour assurer l'harmonisation avec les programmes nationaux.

•(1005)

Pour terminer, j'aimerais dire que l'agriculture est un secteur stratégique de croissance et qu'elle est en bonne posture au sein de l'économie canadienne. Un cadre stratégique prospectif sur l'agriculture et un environnement d'affaires concurrentiel sont essentiels pour que le secteur bovin du Canada continue d'être innovateur et viable et qu'il tire profit des possibilités de commercialisation aux quatre coins du monde.

Merci de m'avoir donné la possibilité de m'exprimer. Nous attendons avec impatience vos questions.

Le président: Merci, monsieur Darling.

Nous allons commencer notre série de questions.

Allez-y, monsieur Shipley. Vous avez la parole pour six minutes.

M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Merci, monsieur le président, et merci aux témoins.

Je pense que le fait d'avoir entendu les intervenants de l'industrie de la transformation et de l'industrie des aliments et des boissons ainsi que des manufacturiers qui œuvrent dans des domaines à valeur ajoutée de l'industrie agricole, comme l'a mentionné M. Beal, est vraiment utile. Je crois que nous avons beaucoup appris.

L'un des éléments que vous avez soulignés, monsieur, était la confiance du public. Je comprends cela, parce que c'est...

Le président: Monsieur Shipley, je pense que le timbre d'appel a sonné. Si le Comité le veut bien, nous nous trouvons dans l'édifice du Centre, donc nous pourrions prendre 15 minutes. Sommes-nous tous d'accord? Tout le monde est d'accord?

D'accord. Merci.

M. Bev Shipley: Je pense qu'on m'a coupé.

C'est la question de la confiance du public, qui tient en partie d'un certain nombre d'aspects. Statistique Canada nous dira que l'industrie agricole, avec ses producteurs primaires, regroupe des professions parmi les plus respectées au Canada. Ce qui semble changer, par contre, c'est le fait que nos produits font l'objet d'un examen plus poussé. Cela est alimenté par des groupes extrémistes prônant la protection de l'environnement et la défense des droits des animaux qui disent que, malgré toutes les données scientifiques et la recherche que nous finançons, ainsi que toute l'innovation qu'amène l'industrie, personne n'a confiance en l'industrie agricole.

Nous voyons peut-être cette attitude dans le cas de l'AECG. L'industrie bovine a quelques difficultés avec les obstacles techniques qui l'empêchent de pénétrer les marchés. Ce ne sont pas que de simples problèmes. Ce genre de choses devient un énorme défi.

Dan ou Andrea, parlez-moi un peu de la préoccupation touchant la question de savoir si les produits que nous importons d'Europe sont soumis aux mêmes normes que celles que doit respecter le Canada, qui sont possiblement plus élevées je crois, s'il veut exporter en Europe et respecter l'AECG. Dans quelle mesure sommes-nous confrontés à un obstacle technique?

Comment pouvons-nous surmonter ce problème et pourquoi est-ce justifié? Cela devient un obstacle non tarifaire au commerce, selon moi.

M. Dan Darling: Je suis tout à fait d'accord. C'est exactement ce que c'est.

Nos produits canadiens sont bien plus sûrs que les produits européens. Les problèmes techniques qui freinent nos tentatives d'accéder au marché européen ne font que rendre nos produits beaucoup plus sûrs.

Cela vient du fait que, selon la mentalité européenne, les consommateurs devraient s'assurer que leurs produits sont sûrs. Pour éviter d'être malades, ils doivent cuire leur viande à un point tel qu'aucune bactérie ne pourrait survivre. Au Canada, nous croyons qu'il est de la responsabilité de l'industrie de s'assurer que les produits sur le marché sont sûrs pour tout le monde.

Oui, j'estime qu'il s'agit uniquement d'une question commerciale. Cela n'a rien à voir avec la salubrité de nos produits. Tandis que nous abordons le sujet, j'aimerais dire que puisque nous considérons nos produits comme étant beaucoup plus sûrs, nous voulons nous assurer que tous les produits qui entrent au Canada sont testés de manière exhaustive pour éviter que nos citoyens tombent malades après avoir consommé un produit.

M. Bev Shipley: Les ressources sont-elles une préoccupation actuellement?

• (1010)

M. Dan Darling: C'est une question pour l'ACIA. Elle aurait la réponse à cette question. Je ne sais pas si elle a les ressources nécessaires pour tester le boeuf et le veau dont l'importation au Canada est approuvée. C'est une préoccupation, assurément.

M. Bev Shipley: Pouvez-vous parler un peu d'une des nouvelles préoccupations, soit les discussions concernant l'environnement et les changements climatiques? J'ai toujours dit que l'industrie agricole ne se voit attribuer aucun mérite pour ce qu'elle a fait. Je suis inquiet lorsque des gens disent que l'agriculture est redevable à l'environnement. Je pense que c'est l'environnement qui est redevable à l'agriculture pour les améliorations que nous apportons au chapitre de l'environnement et des émissions de gaz à effet de serre, et tout le reste.

Pouvez-vous nous en dire un peu au sujet des changements qu'a apportés l'industrie bovine pour s'améliorer? En fait, les consommateurs n'en ont aucune idée?

Mme Andrea Brocklebank (directrice générale, Conseil de recherche sur les bovins de boucherie, Canadian Cattlemen's Association): Je peux y répondre rapidement.

Nous avons effectué beaucoup de recherches, dont les plus récentes visaient à utiliser les données scientifiques pour réduire notre empreinte environnementale. Ces travaux ont montré que, sur une période de 20 ans, nous avons réduit notre empreinte environnementale de 15 %. C'est ça l'innovation. Nous avons amélioré la santé animale ainsi que l'efficacité des aliments pour animaux en utilisant moins de ressources et d'eau et en produisant moins de fumier. Nous sommes ravis de savoir que nous pouvons continuer de réduire cette empreinte environnementale.

L'autre aspect dont vous parlez concerne le fait que nous utilisons des terres qui, dans de nombreux cas à l'échelle du Canada, ne peuvent être utilisées que pour la production fourragère. Elles ne peuvent être labourées. Nous transformons ces aliments pour animaux d'assez basse qualité en produits de qualité supérieure destinés aux consommateurs. En faisant cela, nous contribuons à la biodiversité, à la séquestration du carbone et à toute une panoplie d'aspects positifs. Une grande partie de la recherche que nous faisons maintenant consiste à quantifier les effets. Nous le disons depuis longtemps, mais il faut se servir des données scientifiques.

Le président: Merci, madame Brocklebank.

Le temps est précieux; nous allons donc écouter M. Drouin durant cinq minutes.

M. Francis Drouin (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier les témoins de leur présence. C'est très apprécié.

Andrea, je vais simplement continuer avec la question de M. Shipley. Voulez-vous terminer vos commentaires sur la quantification des données scientifiques nous permettant de réduire...

Mme Andrea Brocklebank: Nous savons que l'une des choses les plus importantes que nous devons faire est de continuer à améliorer la productivité. La population mondiale croît. Le Canada a de très bonnes terres et de nombreuses ressources. Si nous pouvons devenir des chefs de file en matière de production... notre position est solide sur la scène mondiale à ce chapitre. D'autres pays n'ont pas les mêmes ressources.

Toutefois, nous devons produire plus par animal et plus par acre, et c'est là que l'accès aux technologies et les questions liées à la confiance du public sont importants. Ces technologies sont ce qui nous permet de produire de manière durable. Paradoxalement, c'est là que les consommateurs s'y perdent parfois.

En ce sens, l'une des choses que nous avons constatées grâce aux données scientifiques, qui est importante selon moi, c'est le fait que les scientifiques peuvent en faire beaucoup. Ils ont beaucoup de crédibilité. Ceux qui sont les plus crédibles sont nos producteurs. Nous constatons que nous pouvons transmettre les données scientifiques à nos jeunes producteurs, plus particulièrement, et leur dire de parler aux consommateurs. Certains des programmes que nous avons mis sur pied permettent aux producteurs de parler aux consommateurs, puisque les producteurs ont plus d'impact que quiconque.

M. Francis Drouin: Collaborez-vous avec d'autres partenaires? Par exemple, je sais que, dans ma circonscription, il y a un partenariat entre un producteur bovin et Canards Illimités. C'est une exploitation agricole qui compte 200 bovins. Ils ont créé ce partenariat au sujet des terres humides. Maintenant, ils tentent de connaître avec précision dans quelle mesure la séquestration du carbone se produit sur ces terres en particulier. Je me rappelle que, lorsque l'Ontario a pris des mesures pour réglementer certaines terres humides sur des propriétés agricoles il y a environ 10 ou 15 ans, cela avait été perçu comme si le gouvernement avait outrepassé sa compétence. Actuellement, les résultats sont vraiment bons, et les deux organismes, le producteur et Canards Illimités, travaillent ensemble. C'est bon pour le producteur et c'est bon pour l'environnement également.

Collaborez-vous avec eux?

Mme Andrea Brocklebank: Cela a trait aux programmes fondés sur des mesures incitatives qui supposent une collaboration avec des partenaires comme Canards Illimités. Le Fonds mondial pour la nature est un autre partenaire majeur. Ces organisations participent à des discussions avec l'industrie et elles travaillent ensemble à essayer de trouver des solutions. La réglementation n'est pas toujours le moyen d'encourager les producteurs à faire ces choses. Il existe un immense habitat vital pour d'importantes espèces sauvages, mais nous avons vu des programmes qui ont très bien réussi lorsque nous travaillons avec ces ONG partenaires et également avec le gouvernement.

De toute façon, les producteurs sont encouragés à préserver ces habitats, et si nous pouvons inciter davantage... Je sais qu'en Alberta le programme des Services de diversification des modes d'occupation des sols a très bien réussi à améliorer ces zones fragiles. Ce sont des programmes du genre, en plus des partenariats conclus avec Canards Illimités et tous les autres groupes, qui amènent beaucoup de changements au sein de notre industrie, particulièrement depuis les cinq dernières années.

•(1015)

M. Francis Drouin: Je voudrais parler du marché ou des barrières non commerciales.

Nous avons entendu du dernier témoin que le Secrétariat à l'accès au marché travaillait sur plus de 300 obstacles non commerciaux, et la liste, elle, est probablement encore plus longue. Si on travaille sur 300 obstacles à la fois, c'est qu'on n'a pas établi de priorités. Comment interagissez-vous avec cette section particulière du ministère? Croyez-vous qu'il manque de ressources? Devrait-il y avoir davantage de ressources affectées au secrétariat?

M. Dan Darling: Certes, je suis d'accord pour dire qu'il faut y consacrer davantage de ressources. Tous les obstacles sur lesquels le secrétariat travaille doivent être éliminés. S'il y avait davantage de ressources, cela aiderait, et on pourrait établir les barrières à éliminer en priorité. C'est un changement culturel. C'est quelque chose de nouveau avec lequel il faut composer.

Nous appuyons fermement ce principe. Nous croyons qu'il est très important de faire progresser le commerce. Comme nous pouvons le voir avec l'AECC, il y a toutes sortes de problèmes qui surgissent.

M. Francis Drouin: Vous avez soulevé quelques questions. Quelqu'un est-il affecté à vos dossiers dans le but de travailler sur ces questions particulières, ou est-ce que cela dépend du pays où sont soulevées ces questions?

M. Dan Darling: Je crois que c'est une bonne question. J'aimerais le savoir moi-même, parce que cette information ne nous est pas fournie.

M. Francis Drouin: D'accord, excellent.

Norm, j'ai aimé votre présentation. Je n'ai que cinq secondes, mais j'aimerais connaître votre opinion au sujet des transformateurs et savoir si le seuil de 5 % qu'ils se sont engagés à respecter au titre de Cultivons l'avenir 2 est suffisant ou non.

Le président: Désolé. Nous allons devoir sauter cette question.

Madame Brosseau, vous disposez de cinq minutes.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Monsieur Beal, seriez-vous en mesure de répondre à la question de mon collègue? C'est également quelque chose qui m'intéresse vraiment, et j'aimerais en savoir plus au sujet de la transformation.

M. Norm Beal: Merci beaucoup. Nous sommes convaincus. Les transformateurs alimentaires ne font pas que favoriser le développement à long terme de la richesse de nos champs agricoles, notre ressource primaire; ils ajoutent également de la valeur aux aliments qui se retrouvent sur la table. Les transformateurs prennent les matières premières et leur donnent plus de valeur, donc nous en sommes convaincus.

Il est possible que le plus important secteur manufacturier au pays croie fermement que nous, comme je l'ai mentionné dans mon exposé, n'accordons pas suffisamment d'importance à la façon dont les fonds sont distribués par l'entremise du cadre stratégique sur l'agriculture. Je pense que la plupart des gens du secteur de la transformation diraient que nous en voulons une plus grande part. Nous ne voulons pas nécessairement enlever quoi que ce soit aux agriculteurs, mais nous croyons que l'importance du secteur et sa capacité de créer des emplois à long terme seront déterminées par la mesure dans laquelle les partenariats entre l'industrie et le gouvernement fonctionnent bien et évoluent à l'avenir.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Nous entendons souvent parler au sein du Comité de la pénurie de main-d'oeuvre et de la difficulté à trouver de la main-d'oeuvre qualifiée, des problèmes qui existent depuis les dernières années. Dans ma circonscription, il se fait beaucoup d'agriculture, mais il y a également un solide secteur manufacturier. La recherche d'employés est en butte à beaucoup de problèmes.

Je sais que vous avez parlé précédemment du fait d'embaucher plus de gens et de faire en sorte qu'il y ait 60 000 emplois bien rémunérés pour la classe moyenne d'ici 2020. Comment pensez-vous y arriver?

M. Norm Beal: C'est un immense défi.

Nous avons tenu de nombreuses consultations avec l'industrie il y a deux ou trois ans. Le principal problème auquel fait face l'industrie de la transformation des aliments et des boissons est la difficulté d'attirer de nouvelles personnes, de nouveaux Canadiens, de jeunes gens, dans le secteur. Le premier ministre de notre province a lancé le défi de créer 120 000 emplois il y a plusieurs années. Soixante mille emplois seront créés dans le secteur de la transformation des aliments, mais si les gens ne sont pas formés ou qu'ils ne sont pas enchantés par l'idée de venir travailler dans l'industrie, nous avons un réel problème.

Food and Beverage Ontario a lancé un programme l'année dernière intitulé Votre avenir a du goût. Nous avons fait beaucoup de recherches. Malheureusement pour notre industrie, je crois que nous avons négligé d'essayer de rendre notre industrie plus intéressante et d'attirer de nouveaux Canadiens et de jeunes Canadiens dans notre industrie.

La campagne Votre avenir a du goût porte entièrement sur la sensibilisation. Je vous le dis, il faut remonter jusqu'à l'école secondaire, parce que de nos jours, c'est là qu'il faut commencer. Il faut informer les jeunes des excellents emplois qu'offre l'industrie. Il n'y a pas que des emplois d'ouvrier d'usine. Il y a des scientifiques des produits alimentaires. Il y a des gens qui mettent au point de nouveaux produits. Il y a des goûteurs.

En fait, mon deuxième emploi est... Je suis propriétaire d'une vinerie à Niagara. Il faut commencer à parler aux gens des vificateurs ou des fabricants de bières artisanales, ce genre d'emplois. Ce sont les nouveaux emplois d'avenir dans notre secteur, et les gens commencent à être très enthousiastes.

Ce que nous devons d'abord faire, c'est susciter un certain enthousiasme à l'égard de l'industrie, et c'est ce que nous essayons de faire avec la campagne Votre avenir a du goût. Ensuite, nous devons viser une sensibilisation accrue des gens afin qu'ils prennent part à une discussion au sujet des carrières intéressantes qu'offre notre secteur.

• (1020)

Mme Ruth Ellen Brosseau: Monsieur Darling, souhaitez-vous faire de vos commentaires au sujet des pénuries de main-d'oeuvre, des problèmes de main-d'oeuvre? Je sais que ce sera différent de votre côté.

M. Dan Darling: Il n'y a rien d'attrayant à travailler dans un poste d'abattage, c'est certain.

Notre plus gros problème consiste certainement à trouver suffisamment d'employés pour nos usines, et des employés qualifiés. Je pense que c'est quelque chose qu'on oublie. Il faut des compétences pour dépecer une carcasse et le faire de la bonne

manière afin que le produit soit exportable et qu'il soit appétissant dans l'assiette lorsque vous allez manger dans votre restaurant préféré. C'est un obstacle que nos exploitants d'abattoir essaient de surmonter.

Le problème avec la pénurie de main-d'oeuvre tient au fait que, dans beaucoup des marchés que nous prospectons, nous dépeçons le produit ici et envoyons certaines parties de l'animal ailleurs. Si les usines n'ont pas le personnel nécessaire pour dépecer et effectuer des coupes spécialisées, cela veut dire qu'elles doivent décider de tuer moins de bovins par jour ou d'ajouter des gens à la chaîne pour tuer plus de bovins. Elles ne peuvent faire les deux. La pénurie de main-d'oeuvre nuit actuellement à nos chances de tirer profit de certaines possibilités de commerce.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Absolument.

Avez-vous des suggestions quant à la façon dont le Comité peut travailler avec vous et l'industrie?

M. Dan Darling: Nous devons continuer à collaborer avec le Programme des travailleurs étrangers temporaires. Il y a beaucoup de travailleurs qualifiés qui viennent d'autres pays, et qui ont toujours bien travaillé pour nous.

J'ai toujours dit que, au Canada, nous avons la chance de pouvoir souhaiter ce qu'il y a de mieux pour nos enfants. Cela veut dire que, parfois, nos enfants ne choisissent pas les emplois dont nous avons besoin, donc si nous...

Le président: Merci, monsieur Darling. Je pense que nous manquons de temps malheureusement.

J'aimerais remercier les témoins d'avoir comparu. Cela nous aidera beaucoup à rédiger notre rapport.

[Français]

Merci à tous et à toutes.

[Traduction]

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>